

Wallonie Le piège de la rumeur budgétaire

ANALYSE

A force de s'interdire le moindre commentaire sur les contours du budget pour 2017, le gouvernement wallon a engendré les pires phénomènes qui soient pour une autorité publique : bruits, rumeurs et contre-vérités... Muré dans son silence, le voilà contraint de démentir, nier et relativiser. La coalition PS-CDH ignore une règle de base : il faut savoir désamorcer une bombe. Trop tard : le mal est fait. Rame, rame...

Car à ce stade, que peut retenir l'opinion du conclave qui a débuté jeudi et qui devrait s'achever dimanche en fin de journée ? Trois éléments qui s'additionnent peut-être. Un : incapable d'apprécier à sa juste mesure l'effort budgétaire à consentir, le gouvernement avance dans le brouillard, paralysé par son impuissance. Deux : PS et CDH ne réussissent pas à s'entendre sur la trajectoire à adopter, de quoi ternir le lénifiant discours ambiant qui évoque une vie à

deux sans anicroches. Trois : les ministres préparent une addition douloureuse et cherchent surtout les moyens de la rendre acceptable. Ce serait le pire de tout : prendre les Wallons pour des gogos...

Le discours de Christophe Lacroix (PS) rejette la faute sur les journalistes. Le ministre du Budget regrette « *les fuites médiatiques de ces derniers jours qui nuisent à la sérénité des travaux budgétaires actuels* » et souligne que « *les chiffres évoqués dans la presse ne reposent sur aucune réalité concrète.* » Un peu court. Mais pour connaître le déficit auquel la Wallonie aura à faire face l'an prochain, il faudra donc attendre le bon vouloir de ces messieurs-dame et la version édulcorée de leurs débats.

Cela dit, ce n'est pas parce que le gouvernement se tait qu'il faut raconter n'importe quoi. Un confrère annonçait ce vendredi la fin de la téléredevance. D'abord, la disparition de cet impôt d'un autre âge est une affaire

entendue depuis belle lurette, du MR jusqu'au PTB. Ensuite, chacun sait que ce sacrifice (110 millions) devra être compensé et que cela ne peut s'envisager que dans le cadre d'une réforme fiscale qui dépasse largement le débat budgétaire pour 2017. C'est Lacroix qui dément l'info et ça, au moins, c'est clair... ■

E.D.